



Autonomie Politique

Politique d'égalité de genre

Le volet égalité de genre du programme soutient les politiques publiques qui œuvrent en faveur d'une plus grande autonomie des femmes, et ce dans trois domaines : physique, économique et politique. En outre, il promeut des politiques transversales, telles que des plans d'égalité nationaux ou régionaux, le renforcement des politiques de genre dans les institutions sectorielles, le développement de leur architecture institutionnelle, et des outils tels que les statistiques et les budgets tenant en compte la dimension du genre.

En ce qui concerne le champ de l'autonomie politique, l'accompagnement d'EUROSociAL+ vise à promouvoir des politiques publiques qui permettent d'éliminer les obstacles à l'accès et à la participation des femmes au pouvoir dans les domaines politique, économique, social et culturel, ainsi que, dans le cas de certains pays, leur permettre de contribuer à la construction de la paix.

La région a affiché une forte priorité dans la lutte pour une vie exempte de violence, dans ses demandes de soutien et d'échanges avec d'autres pays d'Europe et d'Amérique latine, en raison des taux élevés de féminicides et d'autres types de violence, et de la forte mobilisation des citoyens à ce sujet. Cependant, dans chacun des processus d'identification de la demande dans les pays d'Amérique latine, nous avons abordé la nécessité de travailler de manière transversale sur les questions liées à l'autonomie politique et à l'augmentation de la capacité de décision des femmes au niveau du pouvoir.

La région a atteint des résultats qui sont considérés comme exemplaires au niveau mondial, sur l'efficacité des lois qui ont imposé des quotas de parité comme mécanisme essentiel pour changer la réalité et le comportement des partis et obtenir des résultats efficaces. Plusieurs pays ont atteint la parité ou la quasi-parité au sein du congrès national.



Photo prise au Séminaire à la Chambre de députés et le Ministère de l'intérieur de l'Argentine



QUELS ODD IMPLIQUÉS?



CONSENSUS EUROPÉEN

Initiative: Equité entre les Sexes

L'UE et ses États membres veilleront à ce qu'une perspective de genre soit systématiquement intégrée dans toutes les politiques pour contribuer de manière décisive à la réussite de la ODD. Ils accéléreront leurs efforts pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

EUROSociAL+ est un consortium dirigé par:



Réunion de l'AMEA où il a été convenu de créer le Réseau des Observatoires pour la Parité Démocratique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Photo prise par l'IIDH.

Cependant l'émergence d'autres phénomènes montre que cela ne suffit pas. D'une part, de nouvelles formes de violence et de harcèlement politique apparaissent qui visent à empêcher les femmes candidates ou élues d'exercer leur mandat. D'autre part l'on observe de grandes différences régionales, en particulier dans les élections locales et surtout dans le cas des femmes autochtones et d'origine africaine.

Par conséquent, un travail a été effectué pour soutenir l'application effective des lois sur la parité, promouvoir l'exercice du mandat des femmes élues dans divers domaines (économique, social, culturel et politique), et plus particulièrement lutter contre le harcèlement et la violence politique.

QUEL CHAMP D'ACTION?

La promotion de la parité politique est comprise comme un processus qui peut avoir lieu à différents niveaux, générant un plus grand accès des femmes aux espaces de décision de différents types, jusqu'à ce qu'une représentation égale des femmes et des hommes soit atteinte dans le processus électoral pour accéder aux postes publics, mais aussi dans les niveaux de gestion des institutions, des organisations et/ou des entreprises.

Cette champ d'action comprend également la lutte contre toutes les formes de violence politique visant à empêcher les femmes de se présenter librement aux élections ou d'occuper un poste une fois élues : corruption, fraude aux lois sur la parité, pressions exercées pour quitter ou abandonner un poste, pour empêcher l'accès aux ressources financières légales, intimidation, harcèlement sexuel ou au travail, qui se produisent généralement tant au sein des partis politiques que dans un cadre public.

EXPÉRIENCES EUROsocial+

Le programme opère à la fois au niveau régional et national. À ces deux niveaux, il cherche à soutenir la réflexion sur l'autonomie politique en co-construisant des outils qui permettent l'application des lois, sans exclure la possibilité des mettre jour. En termes d'actions nationales spécifiques, le programme EUROsocial+ a accompagné deux pays, la Bolivie et le Brésil, dont les actions ont déjà été menées à terme, et va lancer une action en Équateur, au Pérou et en Argentine.

Au Brésil, le programme EUROsocial+ a fourni un soutien technique au Secrétariat national des politiques de la femme -SNPM- afin de disposer des données pertinentes et de dépasser le taux actuel de 10 % de femmes siégeant à la Chambre.

Un diagnostic de la situation nationale a été réalisé afin d'étudier les obstacles qui ont empêché une participation plus efficace des femmes à la politique brésilienne aux niveaux

fédéral, étatique et local, du système électoral majoritaire au financement des campagnes. L'expérience portugaise a permis d'enrichir les recommandations, structurées sur la base de plusieurs alternatives: une réforme ambitieuse pour atteindre une réelle parité, une autre plus réaliste, visant à améliorer les possibilités de contestation des postes élus dans des conditions d'égalité entre hommes et femmes. Les propositions de changement vers un système proportionnel sont mises en avant, avec un quota de 40% sur les listes électorales se basant sur un système d'alternance entre les femmes et les hommes, un quota de financement pour les campagnes des femmes, des sanctions plus sévères en cas de non-respect, un contrôle régulier de l'application de la loi et une lutte contre la violence électorale. En Bolivie, le programme a accompagné le Tribunal suprême électoral dans la structuration de son Observatoire de Parité Démocratique. Un diagnostic et une proposition de renforcement institutionnel ont été préparés. Un soutien a été apporté à la mise en place d'un système de production de données et de contrôle du respect de la parité numérique, qui a permis d'imposer une participation de 56 % des femmes au Congrès bolivien. Le système d'information consolidé de l'Observatoire a permis de documenter plusieurs champs thématiques, y compris les règlements et mettre une série d'indicateurs à jour.

- ▶ La participation et la représentation politique des femmes, avec des indicateurs concernant le droit d'élire, le droit d'être élue en tant que candidate recensée, le droit d'accéder à des fonctions publiques et de participer à la prise de décision.

- ▶ La participation des femmes Autochtones Originaires des Campagnes

- ▶ La démocratie paritaire dans les organisations politiques

LA VOIX DES EXPERTES ET EXPERTS



Plus le féminisme sera présent, plus la démocratie sera démocratique...

« La proposition de démocratie paritaire, un horizon politique sur lequel nous travaillons dans la région, a trait à une proposition de transformation de nos États, de nos sociétés, mais aussi de transformation des relations inégales entre hommes et femmes, entre populations indigènes et non indigènes, d'inclusion des populations africaines, mais aussi des jeunes et des diversités sexuelles". Katia Uriona, militante féministe, ancienne présidente du Tribunal suprême électoral de Bolivie

Au niveau régional, EUROsocial+ collabore avec l'Association des Femmes Juges Électorales des Amériques (AMEA) en association avec l'Institut Interaméricain des Droits de l'Homme (IIDH), et son programme CAPEL, pour parvenir à la création et le développement d'un observatoire régional sur la parité démocratique et la violence. Des rapports de 15 pays d'Amérique latine ont été préparés, analysant la situation nationale en ce qui concerne la démocratie paritaire et la violence politique. Cette initiative régionale facilite l'apprentissage mutuel, la diffusion d'outils de travail et le soutien aux efforts de chaque pays et de la région pour générer une "démocratisation de la démocratie" de manière continue.

processus électoraux (ONPE) et le Jury national des élections (JNE). L'objectif est de fournir tous les outils qui permettront aux femmes d'accroître leur participation politique, tant au niveau des partis que des institutions. En Uruguay, s'il est vrai qu'il existe des lois sur la parité, lors des dernières élections générales, le pourcentage de participation des femmes aux postes de décision a diminué, comme on peut l'observer dans de nombreux pays tout au long des cycles électoraux. Les efforts conjoints de l'Institut national de la femme et du ministère du développement social seront soutenus afin de co-construire une plateforme de formation des dirigeant.e.s dans une perspective de genre et d'identification des obstacles à surmonter.

En ce qui concerne le pouvoir exécutif, la **participation des femmes dans les cabinets ministériels n'a que très peu augmenté ces dernières années**. Il convient de noter que seuls le Costa Rica (55,17 %) et la Colombie (50 %) ont des cabinets où la parité est respectée au sein du pouvoir exécutif.

Mais c'est à l'échelle des mairies que la participation d'un grand nombre de femmes progresse le plus lentement, tant dans les zones et territoires ruraux que dans les grandes villes. La présence de femmes élues maires a progressé lentement. Dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (26 %), le pourcentage est inférieur à 15 %, et la moyenne latino-américaine n'a atteint que 15,5 % en 2018. Seuls Cuba (47%) et le Nicaragua (42,5%) dépassent le seuil de 30% considéré comme nécessaire pour générer le changement.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La branche relative à l'autonomie politique offre des perspectives de travail intéressantes pour la deuxième partie de la mise en œuvre du programme EUROsocial+. Outre les exemples du Brésil et de la Bolivie et en lien avec le travail régional, le programme étend ses actions à l'Argentine, au Pérou et à l'Uruguay. En Argentine, EUROsocial+ accompagne deux propositions pour la création d'un Observatoire de la parité démocratique au sein du Ministère de l'Intérieur et la promotion de l'application de la Loi sur la Parité N°27.412 par la Chambre Honorable des Députés de la Nation. L'objectif de l'Observatoire est similaire à ceux qui ont été soutenus, et en rassemblant ces institutions, il facilitera l'élaboration et la publication d'informations accessibles et actualisées sur l'autonomie politique des femmes, et leur participation réelle et effective à la prise de décision dans différents domaines. Avec le Pérou, le programme EUROsocial+ s'apprête à collaborer avec la Promotion de la Parité et la Prévention de la Violence Électorale, l'Office national des

BONNES PRATIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

Certains pays d'Amérique latine sont des exemples mondiaux de parité politique, mieux encore que plusieurs pays européens. EUROsocial+ est une plateforme triangulaire idéale pour promouvoir l'apprentissage réciproque et mobiliser les experts afin de faciliter la circulation des meilleures expériences latino-américaines. Lorsqu'on parle de la représentation des femmes dans les assemblées législatives, il existe quelques bonnes pratiques latino-américaines. Par exemple, Cuba (53,2 %), la Bolivie (53,1 %) et le Mexique (48,2 %) ont le pourcentage le plus élevé de femmes dans l'organe législatif national: chambre basse ou chambre monocamérale. En 2019, six pays d'Amérique latine comptaient plus de 40% de femmes au parlement. Cependant, à l'heure actuelle, 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne parviennent pas à atteindre le seuil de 20% de femmes au parlement.

ALLIANCES

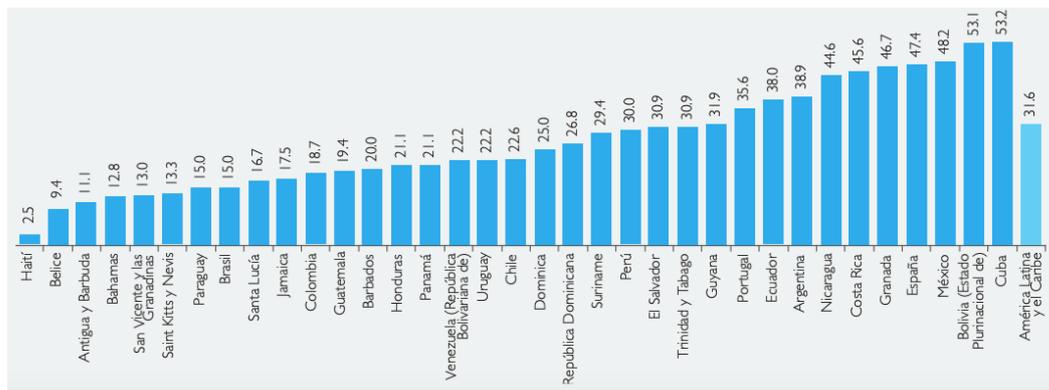
- ▶ Association des Magistrat.e.s Électorales des Amériques (AMEA)
- ▶ Conseil des ministres des femmes d'Amérique centrale (COMMCA) de la SISCA.
- ▶ Commission interaméricaine de la femme (CIM)
- ▶ IIDH/CAPEL
- ▶ ParIAMERICAS
- ▶ ONU Femmes

Publications

BIBLIOTHÈQUE EUROsocial

POUVOIR LEGISLATIF : POURCENTAGE DE FEMMES DANS LE CORPS LEGISLATIF NATIONAL : Chambre basse ou monocamérale.

Amérique latine, Caraïbes et péninsule ibérique (35 pays): femmes élues aux parlements nationaux, 2019 (Pourcentages)



Source : CEPAL. Observatoire de l'égalité de genre pour l'Amérique latine et les Caraïbes

- Rapport de diagnostic sur la situation des femmes dans la politique brésilienne.
- Rapport de recommandations pour l'élaboration d'un projet de loi promouvant la parité entre les sexes.
- Ilème CONFERENCE : Association de Magistrat.e.s Électorales des Amériques. Démocratie paritaire et interculturelle.
- Rapport de la 2ème réunion du Programme EUROsocial+: Cf. Confiance et cohésion sociale.